



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

TRANS/AC.6/1999/7
11 mai 1999

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITE DES TRANSPORTS INTERIEURS

Groupe de travail spécial sur l'élaboration d'un projet
d'Accord européen relatif au transport international
de marchandises dangereuses par voies
de navigation intérieures */
(Dixième session, Genève,
30 août - 2 septembre 1999)

**ÉLABORATION D'UN PROJET D'ACCORD EUROPÉEN RELATIF
AU TRANSPORT INTERNATIONAL DES MARCHANDISES DANGEREUSES
PAR VOIES DE NAVIGATION INTÉRIEURE (ADN)**

Transmis par le Gouvernement des Pays-Bas **/

Article 7
Dispositions spéciales

1. Les Parties contractantes conservent le droit d'autoriser dans les cas suivants, sous réserve que la sécurité ne soit pas compromise, les transports internationaux de marchandises dangereuses sur leurs voies d'eau intérieures à des conditions différentes de celles prévues par les annexes au présent Accord :

- a) en concluant des accords particuliers bilatéraux ou multilatéraux pour une période limitée fixée à l'annexe 1 et pour des marchandises dont le présent Accord interdit les transports internationaux, anticipant l'autorisation du transport par décision du Comité d'administration.

*/ Conformément aux décisions du Comité des transports intérieurs, l'organisation des travaux de ce groupe est assurée conjointement par les secrétariats de la Commission économique pour l'Europe et de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (CCNR) (Voir TRANS/R.421 pour le détail des arrangements).

**/ Diffusé par la CCNR sous la cote MD/INT(99)9.
GE.99-21673

- b) en accordant conformément aux procédures fixées au chapitre 3 de l'annexe 2 des autorisations spéciales pour les transports internationaux, à bord de bateaux-citernes, de marchandises dangereuses dont l'annexe 1 n'autorise pas le transport à bord de bateaux-citernes.
2. Les Parties contractantes conservent le droit d'autoriser, dans les cas suivants, les transports internationaux de marchandises dangereuses sur leurs voies d'eau intérieures à bord de bateaux qui ne satisfont pas aux conditions fixées dans les annexes au présent Accord, sous réserve que la sécurité ne soit pas compromise et que les procédures fixées au chapitre 2 de l'annexe 2 soient respectées :
- a) bateaux présentant ou utilisant des matériaux, installations ou équipements, ou certaines mesures concernant la construction ou certaines dispositions autres que ceux prescrits à l'annexe 1 ;
 - b) bateaux présentant des innovations techniques dérogeant aux dispositions de l'annexe 1.
3. Les accords particuliers, bilatéraux ou multilatéraux et les autorisations spéciales seront immédiatement transmis au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qui les communiquera aux Parties contractantes.

Annexe 2 Chapitre 2

Procédures relatives aux équivalences et aux dérogations

2.1 Procédure relative aux équivalences

L'autorité compétente peut accorder des équivalences conformément à l'article 7, paragraphe 2, lettre a), si elles sont reconnues conformes aux recommandations du Comité d'administration.

2.2 Dérogations accordées aux fins d'essais

L'autorité compétente peut établir un certificat d'agrément à titre d'essai et sur recommandation du Comité d'administration à un bateau présentant des innovations techniques non conformes aux dispositions de l'annexe 1.

2.3 Inscription des équivalences et des dérogations

Les équivalences et dérogations visées aux paragraphes 2.1 et 2.2 doivent figurer dans le certificat d'agrément.

Exposé des motifs

Avec cette rédaction, la possibilité de déroger à l'annexe 1 est prévue à l'article 7 de l'accord. L'annexe 2 ne comporte que la procédure.

A l'article 7, le paragraphe 1, lettre a), ne vise que les cargaisons sèches de la Partie B1 de l'annexe 1 tandis que le paragraphe 1, lettre b), vise les transports assurés par bateaux-citernes de matières ne figurant pas encore dans la liste des matières. Etant donné que le paragraphe 1, lettre a), ne renvoie pas à une procédure à l'annexe 2, la limitation de la durée doit être fixée à l'annexe 1.

L'article 7, paragraphe 2, réglemente les équivalences et les dérogations accordées aux fins d'essais. Ces textes sont repris de l'annexe 2, chapitre 2 et sont simplifiés.

L'article 7, paragraphe 2, stipule que les accords particuliers et autorisations spéciales doivent être communiqués à toutes les parties contractantes. Ceci n'est pas nécessaire pour les équivalences et les dérogations accordées aux fins d'essais puisque le Comité d'administration adopte une recommandation à cet effet. Cette procédure implique que le Comité d'administration adopte des recommandations générales sur la base desquelles l'autorité compétente peut donner son approbation à des entrepreneurs individuels.
